

N° contribution	Contribution	Proposition de réponse équipe
1	Bonjour Ci-joint mes observations / interrogations concernant ce projet cdlr (document 1)	<p>Pour les questions 1, 2, 3, 5 et 26 se référer au document annexe</p> <p><i>04 : de nouveaux arbres sont implantés sur les surfaces du projet. Implantation à revoir car situés sur la bande des 6m constituant la voie maintenance et la zone d'écartement du mur d'enceinte.</i>  <u>Réponse :</u> Nous confirmons qu'au stade de l'exécution du projet, il n'y aura aucun arbre planté dans la bande de 6m constituant la voie maintenance et la zone d'écartement du mur d'enceinte.</p> <p><i>06 : absence de mention du projet de l'échangeur du LIZIEC ?</i>  <u>Réponse :</u> les effets cumulés avec le projet de l'échangeur du Liziec sont bien pris en compte dans le dossier. Nous vous invitons à consulter la pièce E du dossier contenant l'étude d'impact actualisée que nous vous invitons à consulter : <a href="https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents">https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents</a></p> <p><i>07 : Confirmer la mise à jour de l'étude DAE avec la globalité des aménagements de la zone concernée (LIZIEC + Desserte centre_P + Centre_P) et non pas seulement « Desserte centre_P » et Centre_P.</i>  <u>Réponse :</u> cf. réponse à l'observation 06.</p> <p><i>08 : Confirmer que les aménagements paysagers présentés sur le plan masse 1/600 sont conformes à ces préceptes et ne feront pas l'objet de diminution au prétexte des règles de sécurisation.</i>  <u>Réponse :</u> nous confirmons le principe de conservation de la haie en bordure de la RN166 au nord du site.</p> <p><i>09 : Confirmer que la voie de desserte – à charge Ville de VANNES – sera réalisée et livrée avant la fin de la phase 06 de construction du Centre_P afin d'assurer une circulation par la voie prévue à cet effet et non pas un trafic provisoire sur la rue du Chapeau Rouge pour cause de retard éventuel sur le planning Ville.</i>  <u>Réponse :</u> les travaux de voie nouvelle ne peuvent pas démarrer avant l'obtention des autorisations administratives nécessaires à sa construction, objet de la présente PPVE. Ainsi, l'échéance la plus judicieuse pour la réalisation des travaux de voirie prenant en compte les contraintes calendaires administratives et les contraintes des deux chantiers est en cours de définition entre les deux maîtres d'ouvrage. Les enjeux de circulation seront bien sûr intégrés à la réflexion de consolidation de ce calendrier.</p> <p>10 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Eaux pluviales : confirmer la gestion intégrale à la Parcelle</li> <li>• Gestion E.P. : il est fait état d'une récupération EP pour les sanitaires du personnel mais aucunement pour la population carcérale ? Pourquoi ?</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li><i>Eaux usées : Confirmer la station de traitement retenue et sa capacité à absorber les débits complémentaires ? (A priori Station du PRAT d'après l'étude d'impact actualisée)</i></li> </ul> <p><u>Réponse:</u> Nous confirmons que l'ensemble des eaux pluviales de la parcelle sont gérées conformément au règlement en vigueur.</p> <p>Il n'est prévu de récupération des eaux pluviales que pour l'usage des sanitaires de la zone des bâtiments hors enceinte pénitentiaire.</p> <p>Comme pour tout projet de construction, une étude de débit du rejet des eaux usées a été réalisée et a été transmise au gestionnaire du réseau GMVA qui s'est assuré de la capacité de traitement de ce débit par l'intermédiaire de la Station du PRAT.</p> <p><i>11 : Le plan présenté ne semble pas prendre en compte l'ensemble des zones humides présentes au nord du boisement conservé (cf plan masse 1/600)</i></p> <p><u>Réponse :</u> Nous constatons que le document présenté dans la contribution ne correspond pas au document déposé dans le dossier présenté dans la PPVE. Cette zone humide fait bien partie des zones impactées et compensées au titre du projet comme indiqué dans l'ensemble des pièces déposées dans le dossier en ligne que nous vous invitons à consulter : <a href="https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents">https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents</a></p> <p><i>12 :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>Quelles sont les surfaces aménagées et par quels procédés afin de gagner les 27 000m<sup>2</sup> manquants en surfaces éco-aménagées ?</i></li> <li><i>Les toitures des zones en enceinte sont-elles prévues végétalisées ou équipées en panneaux photovoltaïques afin de permettre une réduction des consommations électriques par autoconsommation ?</i></li> </ul> <p><u>Réponse :</u> Le pourcentage CBS indiqué dans le DDAE prend en compte la surface globale du projet qui est de 18.1 ha. Le calcul de la contribution ne prend pas en compte cette surface ainsi que la surface des espaces verts à l'extérieur de l'enceinte.</p> <p>Au titre de l'aménagement des toitures des bâtiments en enceinte : les aménagements retenus pour ces bâtiments constituent des données confidentielles qui ne peuvent être partagées.</p> <p><i>13 :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>Quels sont les ouvrages / actions permettant de justifier 812 t CO2b / an ?</i></li> <li><i>Quels sont les matériaux ou procédés de construction permettant de justifier 138 t CO2b / an ?</i></li> </ul> <p><u>Réponse:</u> Nous constatons que le document présenté dans la contribution ne correspond pas au document déposé dans le dossier présenté dans la PPVE. Les éléments justificatifs sont détaillés en annexe K que nous vous invitons à consulter sur le site de la concertation <a href="https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents">https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents</a></p>
--	--	---

		<p>14 : L'étude indique que près de 50% des GES est lié à la construction même.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelles sont les pistes de diminution de l'empreinte carbone qui seront prises en compte ?</li> <li>• Sur ce type de projet ou les volumes de béton sont très importants, il serait tout indiqué de mettre en oeuvre des bétons dits bas-carbone de type CEM III qui sont allégés en clinker (partie polluante des bétons) et permettant des réductions de 50% de CO2 comparativement à un béton en CEM I classique. Merci de confirmer ce point.</li> </ul> <p><u>Réponse</u> : L'utilisation de béton bas carbone est bien prévue sur certains bâtiments selon la réglementation en vigueur. Les pistes de diminution de l'empreinte carbone sont bien détaillées au chapitre 5 du bilan carbone de l'annexe K que nous vous invitons à consulter <a href="https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents">https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents</a></p> <p>15 : L'étude présente le principe de stockage carbone et de matériaux biosourcés mais sans les définir. Quelles seront les applications qui seront mises en œuvre concrètement sur cette opération ?</p> <p><u>Réponse</u> : La définition précise de ces principes est prévue dans les phases d'études qui sont postérieures à la dépose de la PPVE tout en respectant les objectifs définis dans ce document.</p> <p>16 : Les installations de chantier ont-elles prévues la mise en place de bornes VAE ?</p> <p><u>Réponse</u> : Nous confirmons ce point.</p> <p>17 : Afin de prévenir une pollution de sol et des eaux, est-il prévu un maillage de la zone afin d'identifier précisément les zones sujettes à pollution afin d'éviter le déplacement et le mélange de cette dernière lors des travaux de terrassements en déblais ou déblais/remblais ?</p> <p><u>Réponse</u> : Il n'y a à ce jour de pollution identifiée sur le site et nous confirmons que les mesures de protection nécessaires seront mises en œuvre afin d'éviter tout risque éventuel de pollution sur la durée du chantier et sur son emprise.</p> <p>18 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet prévoit-il des zones de constructions enterrées ? Si oui, ces dernières sont-elles bien prévues cuvelées et non simplement drainées ? Car le drainage implique une évacuation par pompage le plus souvent ce qui impacterait l'environnement car pouvant être assimilé à du rabattement de nappe ?</li> <li>• La faible profondeur du rocher impacte-t-il les niveaux de terrassement recherchés ? si oui, sous quelles conditions d'exécution sont prévues ces travaux de déroctage ?</li> </ul> <p><u>Réponse</u> : Nous confirmons que les systèmes de drainage sont gravitaires et ne nécessitent pas de pompage. Les travaux de terrassement dans des matériaux réputés durs seront réalisés selon les dispositions prévues à la pièce J du DDAE (BRH) que nous vous invitons à consulter <a href="https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents">https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents</a></p>
--	--	---

		<p>19 : L'étude indique la localisation des zones humides et précise que les ¾ sont hors zones aménagées. Il conviendra de matérialiser sur la durée des travaux l'ensemble des zones humides préservées.</p> <p><u>Réponse</u> : Nous confirmons que les dispositifs nécessaires pour cette matérialisation sont bien prévus et sont détaillés dans le VNEI (mesure E2) que nous vous invitons à consulter : <a href="https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents">https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents</a></p> <p>20-21 : sur l'entrée de ville : Même remarque que sur Page 45</p> <p><u>Réponse</u> : se référer aux réponses précédentes.</p> <p>22 : VANNES AGGLO a-t-elle confirmée l'adéquation de la station du PRAT à reprendre les effluents ?</p> <p><u>Réponse</u> : voir réponse n°10.</p> <p>23 : Ne semble pas en adéquation avec les conditions de circulation réelles ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacité de traitement EU par station du Prat à valider</li> <li>• Gestion des EP à la parcelle à valider</li> <li>• Est-il possible de disposer d'un plan de localisation des zones humides existantes conservées et des zones humides compensées ?</li> </ul> <p><u>Réponse</u> : se référer à la réponse n°10 pour les sujets EU et EP.</p> <p>En ce qui concerne le plan de localisation, il figure dans le VNEI que nous vous invitons à consulter <a href="https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents">https://www.registre-dematerialise.fr/6306/documents</a></p> <p>24 : Ces informations de terrassement limités à 50cm ne recoupent pas les informations de profils topographiques de la page 58 laissant à penser à des amplitudes de terrassements plus importantes vers l'EST du terrain ?</p> <p><u>Réponse</u> : Les graphes présentés en page 59 (et non 58) de la pièce E présentent des dénivelés sur l'ensemble de la longueur et de la largeur du terrain. Les terrassements des plateformes de chacun des ouvrages sont quant à eux prévus sur des emprises bien plus limitées en termes de dénivelé.</p> <p>25 : La diffusion de l'étude d'impact en mars 2025 + les autres jalons administratifs éventuellement nécessaires permettent-ils toujours de prévoir un démarrage des travaux en septembre 2025 ?</p> <p><u>Réponse</u> : L'étude d'impact actualisée est publiée lors de la Participation du Public par Voie Electronique du 25 juin au 25 juillet 2025. Nous confirmons que le démarrage des travaux est aujourd'hui planifié à l'automne 2025 hors aléas et imprévus, sous réserve d'obtention des autorisations administratives.</p>
2	<p>Observation dans le cadre de la participation du public – Construction d'un centre pénitentiaire</p> <p>Je souhaite attirer l'attention sur les impacts prévisibles en matière de</p>	<p>Le maître d'ouvrage collabore étroitement avec la commune de Vannes, la Direction Interdépartementale de l'Ouest (DIRO) et la DREAL Bretagne pour l'organisation de la desserte du secteur et du futur établissement pénitentiaire.</p>

	<p>circulation liés à ce projet. Le rond-point du Liziec ainsi que la zone du Chapeau Rouge sont déjà particulièrement congestionnés aux heures de pointe, matin et soir. L'ajout d'un important chantier dans ce secteur, puis à terme les déplacements quotidiens du personnel pénitentiaire, les livraisons et autres flux logistiques, risquent d'aggraver significativement la situation. Cela pourrait entraîner des difficultés notables pour les usagers quotidiens de ces axes déjà saturés.</p> <p>Il me semble essentiel que des études d'impact approfondies soient réalisées et que des solutions de fluidification du trafic soient envisagées en amont.</p>	<p>Ainsi la création d'une voie nouvelle sera mise en œuvre depuis le rond-point du chapeau rouge jusqu'à l'entrée sur le domaine pénitentiaire. Elle sera empruntée par les flux des véhicules de l'établissement pénitentiaire, les transports en commun.</p> <p>La nouvelle voie, en zone 30 (vitesse limitée à 30km/h), est programmée dans la continuité des itinéraires de mobilité douce, et de fréquence de desserte par les transports en commun, autant pour les personnels pénitentiaires et les familles qui fréquenteront le site ainsi que les riverains.</p> <p>La ville de Vannes étudie par ailleurs, en lien avec les riverains du quartier, des pistes de fluidification de la circulation dans ce secteur dans l'attente de la mise en œuvre du futur échangeur du Liziec.</p> <p>Concernant les flux de poids lourds pendant le chantier, l'APIJ précise que dans le cadre de l'application du chantier faibles nuisances, des réunions de préparation avec les riverains en amont du chantier seront organisées afin de limiter les nuisances du trafic induit par le chantier.</p>
3	<p>Bonjour,</p> <p>Il est inacceptable de concevoir en 2025 des aménagements routiers sans piste cyclable, d'autant plus que le déplacement du personnel représente 28,5% des émissions de gaz à effet de serre du projet, soit 17 237 tCO2eq.</p>	<p>L'intégration de liaisons douces sécurisées a été sollicitée par les collectivités locales.</p> <p>La route de Rennes, en direction de l'avenue de Verdun, devrait par ailleurs être reconfigurée et supporter une piste cyclable et des cheminements piétons sécurisés.</p> <p>Ainsi la création d'une voie nouvelle sera mise en œuvre depuis le rond-point du chapeau rouge jusqu'à l'entrée sur le domaine pénitentiaire. Elle sera empruntée par les flux des véhicules de l'établissement pénitentiaire, les transports en commun.</p> <p>La nouvelle voie, en zone 30 (vitesse limitée à 30km/h), est programmée dans la continuité des itinéraires de mobilité douce, et de fréquence de desserte par les transports en commun, autant pour les personnels pénitentiaires et les familles qui fréquenteront le site ainsi que les riverains.</p>
4	<p>Le projet prévoit une augmentation de la population du secteur. Or, des grandes difficultés d'accès au logement existent déjà. Ce projet entrainera donc une augmentation de la tension sur le marché locatif et aggraver la situation de personnes travaillant à Vannes et aux alentours quand à leur possibilité de se loger à proximité de leur lieu de travail.</p> <p>Le projet est donc néfaste sur l'aspect du logement.</p>	<p>Il s'agit d'enjeux situés en dehors du périmètre direct d'intervention de l'APIJ, opérateur en charge de la construction, rénovation ou réhabilitation des bâtiments de la Justice pour le compte du ministère. Ce sujet a déjà été évoqué entre l'administration pénitentiaire et la préfecture. Il est prévu que des comités de pilotage dédiés soient organisés sous l'égide de la préfecture, en amont de la mise en service de l'établissement, de façon à organiser au mieux la réponse aux nouveaux besoins en logement. Par retour d'expérience, les logements du personnel pénitentiaire seront répartis de façon diffuse sur l'ensemble de l'agglomération.</p>
5	<p>Bonjour,</p> <p>Au vu de la dynamique sur la vipère peliade, je voulais savoir si des mesures</p>	<p>Se référer au document annexe.</p>

	<p>spécifiques sont prévues pour la capture des 5 à 10 individus potentiellement présents.</p> <p>Est ce que des mesures de Capture Marquage Récapture sont prévues pour s'assurer de la survie de ces individus une fois capturé et transplanté sur des zones de report.</p> <p>Quelles sont vos recherches pour mutualiser votre compensation sur des sites de trames vertes a restaurer permettant de mettre en lien des habitats de la vipère ou des chiroptères à enjeux. Cette espèce ce dispersent très peu avancé besoin de corridor à proximité de zones de présence de l'espèce.</p> <p>Dans quelle mesure vous êtes vous rapprochez des associations locales de protection de la nature afin de cibler vos mesures de compensations pour les espèces à enjeux.</p> <p>Quels sont les objectifs de vos mesures compensatoires ainsi que les plan de gestions ? Nombre d'espèces ? Qualité de l'habitat ? Quels sont vos objectifs dans le suivi et les trajectoires écologiques de ces sites ?</p>	
6	<p>Comme tout citoyen, la rénovation de prisons est indispensable au fonctionnement du système carcéral aussi bien pour les détenus que pour les personnels. Indispensable ne veut pas dire agréable pour l'environnement naturel et humain.</p> <p>Quid des perturbations et problèmes de sécurité AUTOUR de cet établissement ??</p>	<p>La sécurité, à l'intérieur comme aux abords d'un établissement pénitentiaire, constitue un enjeu essentiel pour l'exploitation quotidienne. Il s'agit d'un point de vigilance majeur pour l'APIJ.</p> <p>Plusieurs mécanismes architecturaux appliqués sur le projet de l'établissement pénitentiaire de Vannes permettent de limiter les « parloirs sauvages » et les échanges entre les personnes détenues et l'extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise à distance du bâtiment, par l'intégration du glacis de 20m à l'intérieur de l'enceinte pénitentiaire, permettant d'éloigner autant que possible les bâtiments d'hébergement de l'espace public ;</li> <li>- Les premiers bâtiments d'hébergement et des cours de promenade se situent a minima à 32 mètres du mur d'enceinte.</li> <li>- La conception globale de l'établissement, permet la limitation des co-visibilités entre personnes détenues, mais également entre personnes détenues et espace public, avec l'orientation des bâtiments vers l'intérieur.</li> <li>- L'intervention des équipes locales de sécurité sur le domaine pénitentiaire, la mise en place de dispositifs antiprojection, le déploiement de la téléphonie en cellule.</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- la hauteur du grillage de clôture du domaine pénitentiaire a été augmentée dans le cas qui nous concerne en passant de 2 à 3 mètres de haut, pour garantir une stricte séparation avec les propriétés voisines.</li> </ul> <p>Par ailleurs, la loi de programmation et de réforme pour la Justice du 23 mars 2019 permet désormais aux équipes locales de sécurité pénitentiaire (ELSP), affectées à la surveillance du site, de procéder au contrôle des personnes susceptibles de commettre une infraction, sur l'ensemble du domaine de l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats.</p>
7	<p>Pour avoir vécu plusieurs années à proximité d'une prison, et d'avoir mon ex mari qui y travaille depuis plusieurs années, une prison accentue la délinquance à proximité et dénature l'identité du quartier avoisinant.</p> <p>Par quels leviers d'actions concrètes envisagez vous de pouvoir absorber ce flux de délinquance à venir ?</p> <p>Quels types de profils envisagez vous d'accueillir dans cette prison ?</p>	<p>La sécurité, à l'intérieur comme aux abords d'un établissement pénitentiaire, constitue un enjeu essentiel pour l'exploitation quotidienne. Il s'agit d'un point de vigilance majeur pour l'APIJ.</p> <p>Au niveau de la conception des bâtiments, plusieurs aménagements permettent de limiter les « parloirs sauvages » et les échanges entre les personnes détenues et l'extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise à distance du bâtiment, par l'intégration du glacis de 20m à l'intérieur de l'enceinte pénitentiaire, permettant d'éloigner autant que possible les bâtiments d'hébergement de l'espace public ;</li> <li>- Les premiers bâtiments d'hébergement et des cours de promenade se situent à minima à 32 mètres du mur d'enceinte.</li> <li>- La conception globale de l'établissement, permet la limitation des co-visibilités entre personnes détenues, mais également entre personnes détenues et espace public, avec l'orientation des bâtiments vers l'intérieur.</li> <li>- L'intervention des équipes locales de sécurité sur le domaine pénitentiaire, la mise en place de dispositifs antiprojection, le déploiement de la téléphonie en cellule.</li> <li>- la hauteur du grillage de clôture du domaine pénitentiaire a été augmentée dans le cas qui nous concerne en passant de 2 à 3 mètres de haut, pour garantir une stricte séparation avec les propriétés voisines.</li> </ul> <p>Par ailleurs, la loi de programmation et de réforme pour la Justice du 23 mars 2019 permet désormais aux équipes locales de sécurité pénitentiaire (ELSP), affectées à la surveillance du site, de procéder au contrôle des personnes susceptibles de commettre une infraction, sur l'ensemble du domaine de l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats.</p> <p>Concernant votre question sur les profils, l'établissement pénitentiaire de Vannes prévoit une capacité nominale de 550 places, recevant uniquement des hommes et à sureté adaptée, c'est à dire qui n'accueillera pas de profil de détenus dangereux et en conséquence ne comptera ni mirador ni filin anti-hélicoptère.</p>

		<p>Composition de l'établissement pénitentiaire de Vannes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maison d'arrêt : 360 places (détenus condamnés à une peine inférieure à 2 ans ou en attente de jugement)</li> <li>- Centre de détention : 130 places (détenus condamnés à plus de 2 ans)</li> <li>- Quartier d'évaluation : 40 places</li> <li>- Quartier de semi-liberté : 20 places</li> </ul>
8	<p>Bonjour,</p> <p>J'habite à Elven et je travaille sur Vannes. Tous les matins, il y a soit un bouchon soit un très fort ralentissement au niveau de Liziec. Avez-vous pensé aux personnes qui vont travailler tous les jours et qui vont se retrouver bloquées tous les matins sur la 4 voies ?</p> <p>Avez-vous pensé à l'insécurité qui va augmenter obligatoirement à Vannes et ses alentours ?</p> <p>Avez-vous pensé aux espèces animalières qui vont disparaître ?</p> <p>Je ne sais pas si Vannes sera une ville toujours aussi attractive à l'avenir !</p>	<p><b>Circulation</b></p> <p>Le maître d'ouvrage collabore étroitement avec la commune de Vannes, la Direction Interdépartementale de l'Ouest (DIRO) et la DREAL Bretagne pour l'organisation de la desserte du secteur et du futur établissement pénitentiaire, qui analysent toutes les solutions permettant l'accès au centre pénitentiaire dans une réflexion globale de restructuration des voiries à l'échelle du quartier et dans le cadre du futur échangeur du Liziec.</p> <p><b>Insécurité aux alentours</b></p> <p>La sécurité, à l'intérieur comme aux abords d'un établissement pénitentiaire, constitue un enjeu essentiel pour l'exploitation quotidienne. Il s'agit d'un point de vigilance majeur pour l'APIJ.</p> <p>Au niveau de la conception des bâtiments, plusieurs aménagements permettent de limiter les « parloirs sauvages » et les échanges entre les personnes détenues et l'extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise à distance du bâtiment, par l'intégration du glacis de 20m à l'intérieur de l'enceinte pénitentiaire, permettant d'éloigner autant que possible les bâtiments d'hébergement de l'espace public ;</li> <li>- Les premiers bâtiments d'hébergement et des cours de promenade se situent à minima à 32 mètres du mur d'enceinte.</li> <li>- La conception globale de l'établissement, permet la limitation des co-visibilités entre personnes détenues, mais également entre personnes détenues et espace public, avec l'orientation des bâtiments vers l'intérieur.</li> <li>- L'intervention des équipes locales de sécurité sur le domaine pénitentiaire, la mise en place de dispositifs antiprojection, le déploiement de la téléphonie en cellule.</li> <li>- la hauteur du grillage de clôture du domaine pénitentiaire a été augmentée dans le cas qui nous concerne en passant de 2 à 3 mètres de haut, pour garantir une stricte séparation avec les propriétés voisines.</li> </ul> <p>Par ailleurs, la loi de programmation et de réforme pour la Justice du 23 mars 2019 permet désormais aux équipes locales de sécurité pénitentiaire (ELSP), affectées à la surveillance du site, de procéder au contrôle des personnes susceptibles de commettre une infraction, sur l'ensemble du domaine de l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats.</p>



		<p><b>Espèces animales</b></p> <p>Le projet du centre pénitentiaire de Vannes engendre des effets sur le milieu naturel, notamment, à travers la destruction et l'altération des habitats de vie des espèces ainsi que le dérangement de la faune existante. Pour atteindre l'objectif d'absence de perte nette de biodiversité, des mesures environnementales ont été adoptées telles que la conservation des secteurs à enjeux écologiques les plus remarquables, la réalisation des travaux durant la période la moins sensible pour la faune ou encore la mise en place de dispositifs de lutte contre la pollution des milieux aquatiques en phase chantier. Le respect des mesures environnementales sera confié à un expert écologue.</p> <p>Aussi, des mesures compensatoires seront réalisées à proximité immédiate du site d'implantation et sur les communes de Saint-Avé, Meudon, Plaudren et Plescop pour restaurer des milieux naturels et augmenter les populations animales locales. La gestion des espaces verts du site de Chapeau rouge sera adaptée en faveur de la biodiversité.</p> <p>Un suivi écologique sera réalisé durant 30 ans pour évaluer l'efficacité des mesures et s'assurer de la reconquête des habitats par les espèces animales.</p> <p>Ainsi, le projet intègre la dimension environnementale du site d'implantation et propose des aménagements favorables au maintien des espèces animales de la région de Vannes.</p>
9	<p>Bonjour , je suis vannetais . Peut on savoir sur quels critères sont décidés les implantations des prisons ? Ces prisons apportent avec elles leurs lots de délinquances supplémentaires qui s'ajouteront à celles déjà présentes.</p> <p>Quel impact sur l'immobilier sur l'agglomération de Vannes voire au-delà ? Nul n'est sans savoir que le secteur du Liziec / Chapeau Rouge est un des secteurs les plus accidentogène de Vannes.</p> <p>Même avec le projet d'aménagement routier de cet échangeur, je ne trouve pas raisonnable de construire cette prison à Vannes.</p> <p>Il serait préférable de garder nos usines et conserver les emplois pour continuer à dynamiser notre belle commune du Golfe du Morbihan .</p>	<p><b>Critères implantations des prisons</b></p> <p>Le choix du site a fait l'objet d'une analyse approfondie. Elle a été présentée au public dans le cadre de la concertation préalable tenue au titre des articles L.121-15-1, L.121-16 et L.121-16-1 du code de l'environnement)</p> <p>Celle-ci s'est ainsi tenue du 8 novembre au 17 décembre 2021, sous l'égide de Madame Marie GUICHAOUA, garante désignée par la Commission nationale du débat public (CNDP) dans sa décision du 28 juillet 2021.</p> <p>Les pièces relatives au bilan du garant et aux enseignements et engagements tirés de la concertation sont jointes en annexe au dossier K.</p> <p>Le dossier de déclaration d'utilité publique (DUP), soumis à enquête publique du 02 avril au 02 mai 2024 conformément aux dispositions de l'article L.123-6 du code de l'environnement, ayant fait l'objet d'un arrêté de DUP le 13 août 2024, présente dans la pièce C les justifications du choix du site du Chapeau Rouge. Il convient de rappeler que l'implantation d'un établissement pénitentiaire répond à un cahier des charges spécifique. Il vise <i>in fine</i> à permettre à l'administration pénitentiaire de conduire sa mission dans les meilleures conditions de sécurité, de sûreté et de fonctionnalité. Un tableau comparatif des sites étudiés a été mis à la disposition du public. Il ressort de cette analyse multicritère que le site de Chapeau Rouge a été retenu pour l'implantation de l'établissement pénitentiaire.</p> <p>Les éléments relatifs à l'enquête publique du dossier de DUP</p>

		<p>sont intégralement consultables à cette page internet : <a href="https://www.apij.justice.fr/nos-projets/les-operations-penitentiaires/centre-penitentiaire-de-vannes">https://www.apij.justice.fr/nos-projets/les-operations-penitentiaires/centre-penitentiaire-de-vannes</a></p> <p><b>Impact sur l'immobilier</b></p> <p>Une appréciation complète du sujet nécessite une vision étendue du marché avant, pendant et après l'implantation de l'établissement pénitentiaire.</p> <p>Il faut donc pour cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un recul dans le temps qui n'est pas disponible du fait de la récente mise à disposition des données des transactions immobilières sur Vannes ;</li> <li>- un nombre de transactions qui permette de recueillir des données statistiquement significatives à proximité de l'établissement ;</li> </ul> <p>Par ailleurs, les dynamiques locales à l'échelle d'un bassin de vie ont souvent un potentiel d'influence plus fort que l'impact de la présence d'un établissement.</p> <p>Par ailleurs, l'analyse empiriquement constatée dans les territoires sur lesquels nous disposons d'établissements anciens ne nous permet à ce jour d'établir de corrélation directe et de tendance systématiquement constatée entre le prix d'un bien immobilier et sa proximité avec un établissement pénitentiaire existant. En effet, les résultats de ces analyses sont différents d'un contexte territorial à un autre et probablement générés par une somme de facteurs plus que la seule proximité avec l'établissement.</p> <p>Plusieurs exemples actuels permettent de montrer des situations immobilières équivalentes ou plus favorables aux alentours d'un établissement pénitentiaire que dans les communes voisines. C'est par exemple le cas de la commune d'Osny (sur laquelle est présente la maison d'arrêt du Val-d'Oise) par rapport à Cergy ou Pontoise. On peut également noter que la présence d'un établissement pénitentiaire n'a pas empêché l'urbanisation autour de la prison des Baumettes à Marseille qui était initialement à l'écart de la ville et se retrouve aujourd'hui incluse dans le tissu urbain résidentiel.</p> <p><b>Retombées économiques</b></p> <p>Phase chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entre 200 et 300 emplois mobilisés pendant la durée du chantier</li> <li>• 400 compagnons mobilisé sur place au pic du chantier</li> <li>• 87 035 heures d'insertion sociale sur le projet</li> </ul> <p>Phase exploitation (estimations selon étude du Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie – 2018) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus de 400 emplois directs (au sein de l'établissement + PREJ )</li> </ul>
--	--	---

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus de 120 emplois indirects et induits</li> <li>• Soit plus de 480 emplois pérennes créés localement.</li> <li>• Commandes annuelles estimées à 3,5 M€ HT</li> <li>• Des recettes fiscales indirectes (taxe foncière) liées à l'arrivée de nouveaux habitants (personnel pénitentiaire notamment).</li> </ul>
10	<p>Madame, Monsieur,</p> <p>Je souhaite, par la présente, faire valoir un certain nombre d'observations dans le cadre de la consultation publique actuellement en cours concernant l'implantation d'un établissement pénitentiaire dans les abords de notre hameau.</p> <p>1/ Choix du site : une logique de moindre résistance démocratique ? Le lieu retenu pour ce projet semble avoir été choisi par défaut, après le rejet d'autres localisations plus urbanisées ou politiquement sensibles. Le faible nombre d'habitants dans les hameaux du Rohic, de Kernal, le Haliguen, Kervégan et Bourgerel implique, mécaniquement, un moindre poids électoral, et donc une opposition locale plus facilement contournable. Cela ne saurait cependant justifier une telle décision, qui aura un impact considérable sur nos conditions de vie.</p> <p>2/ Un accès unique inadapté et déjà saturé. La voie qui dessert les hameaux cités est la seule route d'accès. Elle est étroite, dangereuse, et déjà utilisée comme raccourci par les habitants des environs. Depuis le lancement des récents travaux sur le réseau d'eau, nous sommes contraints à des détours de plusieurs dizaines de minutes, dans l'indifférence générale. Quelles seront les conséquences pour les habitants lorsque débiteront les travaux de la prison ? Le hameau sera-t-il purement et simplement bloqué pendant plusieurs mois ? Qu'en est-il des personnes âgées, des jeunes parents, ou des services d'urgence ? Lors des précédentes consultations, des hypothèses de solutions ont été évoquées, mais aucune n'apportait de réelles réponses. Qu'en est-il à ce jour ?</p> <p>3/ Sécurité des déplacements doux : une question sans réponse et un paradoxe à l'heure de l'incitation collective à l'utilisation de ces modes de déplacement</p>	<p><b>1/ Choix du site</b> Le choix du site a fait l'objet d'une analyse approfondie. Elle a été présentée au public dans le cadre de la concertation préalable tenue au titre des articles L.121-15-1, L.121-16 et L.121-16-1 du code de l'environnement)</p> <p>Celle-ci s'est ainsi tenue du 8 novembre au 17 décembre 2021, sous l'égide de Madame Marie GUICHAOUA, garante désignée par la Commission nationale du débat public (CNDP) dans sa décision du 28 juillet 2021.</p> <p>Les pièces relatives au bilan du garant et aux enseignements et engagements tirés de la concertation sont jointes en annexe au dossier K.</p> <p>Le dossier de déclaration d'utilité publique (DUP), soumis à enquête publique du 02 avril au 02 mai 2024 conformément aux dispositions de l'article L.123-6 du code de l'environnement, ayant fait l'objet d'un arrêté de DUP le 13 août 2024, présente dans la pièce C les justifications du choix du site du Chapeau Rouge. Il convient de rappeler que l'implantation d'un établissement pénitentiaire répond à un cahier des charges spécifique. Il vise <i>in fine</i> à permettre à l'administration pénitentiaire de conduire sa mission dans les meilleures conditions de sécurité, de sûreté et de fonctionnalité. Un tableau comparatif des sites étudiés a été mis à la disposition du public. Il ressort de cette analyse multicritère que le site de Chapeau Rouge a été retenu pour l'implantation de l'établissement pénitentiaire.</p> <p>Les éléments relatifs à l'enquête publique du dossier de DUP sont intégralement consultables à cette page internet : <a href="https://www.apij.justice.fr/nos-projets/les-operations-penitenciaires/centre-penitentiaire-de-vannes">https://www.apij.justice.fr/nos-projets/les-operations-penitenciaires/centre-penitentiaire-de-vannes</a></p> <p><b>2/ Rue du Rohic saturée, Organisation Période travaux ?</b> La charte « chantiers de faibles nuisances » de l'APIJ est imposée contractuellement aux entreprises pendant les phases de travaux de ses projets. Elle constitue un engagement de chacun des intervenants du chantier et oblige tous les participants à l'acte de construire. Son respect atteste de la préoccupation</p>

<p>éco-responsables.</p> <p>La circulation des engins de chantier, puis des véhicules affectés au fonctionnement de l'établissement pénitentiaire, fait peser de réelles inquiétudes sur la sécurité des usagers de la route, et en particulier des nombreux cyclistes qui empruntent quotidiennement cette voie. Quelles mesures de sécurisation sont prévues ? Quelles limitations de vitesse ? Quelle signalisation ? Et pendant les travaux, comment les cyclistes pourront-ils circuler, étant donné que les itinéraires de contournement ne sont tout simplement pas praticables à vélo ? De plus, ce projet d'implantation d'un établissement pénitentiaire implique une augmentation notable de la circulation y compris après la mise en service, notamment avec les transferts de détenus, les livraisons, les rotations de personnel et les véhicules de sécurité. Or, aucune mesure concrète n'a été présentée pour garantir la sécurité des usagers vulnérables de la route, ni pour maintenir l'accessibilité cyclable de l'itinéraire.</p> <p>Cela constitue une atteinte au droit à un environnement sain, tel que reconnu par la Charte de l'environnement (article 1), mais aussi une mise en danger objective des habitants, en particulier les enfants et les personnes âgées si les conditions d'accès rapides et sécurisées aux hameaux ne sont pas proposées. L'absence de voies cyclables ou d'itinéraires alternatifs adaptés renforce cette insécurité. Il est impératif que ce point soit traité avec la plus grande rigueur, sous peine de transformer notre voie communale en corridor à risques.</p> <p><b>4/ Heurts potentiels et climat de tension</b></p> <p>Les abords des prisons sont fréquemment marqués par des tensions, qu'il s'agisse de rassemblements, de mouvements de protestation, de transferts de prisonniers, ou d'interventions rapides des forces de l'ordre. Là encore, rien dans les documents disponibles ne permet de comprendre comment cette dimension a été anticipée, ni quelles garanties concrètes peuvent être apportées aux habitants en termes de tranquillité publique.</p> <p><b>5/ Des infrastructures locales insuffisantes, ignorées par le projet</b></p> <p>Certains des hameaux concernés par ce projet ne bénéficient toujours pas d'un raccordement au tout-à-l'égout. Chaque habitation doit assumer seule la charge de son système d'assainissement. À la suite des récents séismes,</p>	<p>environnementale des intervenants de l'opération et du souhait de limiter les impacts du chantier et de diminuer les nuisances vis-à-vis des riverains et de l'environnement.</p> <p>Cette charte sera présentée aux riverains avant le démarrage des travaux dans des réunions avec le public. La charte chantier faibles nuisances enjoindra les entreprises intervenant sur le chantier au respect d'un certain nombre de règles strictes en matière d'environnement, de gestion et de valorisation des déchets, tout comme de limitation des nuisances acoustiques, d'émissions de poussière, etc.</p> <p>De plus, un référent du groupement de conception-réalisation sera dédié sur le chantier pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuivre le dialogue et l'information des riverains tout au long des travaux par divers moyens (réunions, communications écrites, site internet).</li> <li>• Définir les modalités de mise en place d'un point de contact unique avec le référent, présent quotidiennement sur le chantier, afin de faciliter les échanges et les remontées d'information tout au long du chantier.</li> </ul> <p>La logistique des flux de chantier sera mise en œuvre pour impacter à minima le trafic local, répondant à la logique de mise en place de la charte Chantier faibles nuisances pour les riverains et dans l'intérêt de l'approvisionnement du chantier.</p> <p><b>3/ sécurisation des déplacements doux quelles mesures ? vélo ? Travaux ?</b></p> <p><b>Travaux / Exploitation</b></p> <p>Le maître d'ouvrage collabore étroitement avec la commune de Vannes, la Direction Interdépartementale de l'Ouest (DIRO) et la DREAL Bretagne pour l'organisation de la desserte du secteur et du futur établissement pénitentiaire.</p> <p>Ainsi la création d'une voie nouvelle sera mise en œuvre depuis le rond-point du chapeau rouge jusqu'à l'entrée sur le domaine pénitentiaire. Elle sera empruntée par les flux des véhicules de l'établissement pénitentiaire, les transports en commun.</p> <p>La nouvelle voie, en zone 30 (vitesse limitée à 30km/h), est programmée dans la continuité des itinéraires de mobilité douce, et de fréquence de desserte par les transports en commun, autant pour les personnels pénitentiaires et les familles qui fréquenteront le site ainsi que les riverains.</p> <p><b>4/ Insécurité des abords + transferts détenus</b></p> <p>La sécurité, à l'intérieur comme aux abords d'un établissement pénitentiaire, constitue un enjeu essentiel pour l'exploitation quotidienne. Il s'agit d'un point de vigilance majeur pour l'APIJ.</p>
--	---

<p>plusieurs installations ont été endommagées, sans que l'état de catastrophe naturelle n'ait été déclaré par la commune (malgré plusieurs demandes, mais les dégâts dans leur ensemble sur le territoire étaient semble-t-il insuffisants), excluant ainsi tout soutien ou prise en charge de la part des assurances. Dans ce contexte, l'annonce d'un projet d'infrastructure publique d'ampleur, intégrant a priori un raccordement complet aux réseaux d'eaux usées, interroge fortement. Il semble légitime que les habitations riveraines puissent bénéficier de cette avancée technique, notamment par l'extension du réseau à leur profit.</p> <p>À défaut, cette situation créerait une rupture d'égalité devant les charges publiques, contraire à un principe fondamental du droit français. Il ne serait pas acceptable que les habitants les plus proches du projet soient à la fois pénalisés par les nuisances, et privés des bénéfices techniques associés.</p> <p>6/ La question des compensations reste entière. Quels mécanismes sont prévus pour prendre en compte les nuisances, la perte de valeur immobilière, l'atteinte à la qualité de vie ? À ce jour, aucune proposition claire ne semble formulée, ce qui entretient un sentiment de mépris vis-à-vis des populations concernées auquel s'ajoute une volonté d'ignorance manifeste de principes constitutionnellement reconnus.</p> <p>7/ Une réflexion de fond absente</p> <p>Plus largement, ce projet repose sur une logique carcérale qui, en soi, interroge. À l'heure où de nombreux secteurs manquent cruellement de main d'œuvre, la création de structures fermées où l'on prive des personnes de toute contribution sociale semble relever d'une approche dépassée. Il existe des alternatives plus efficaces et plus humaines, notamment via le développement de travaux d'intérêt général encadrés, permettant à la fois de réparer les fautes et de participer à la vie de la collectivité, dépassant ainsi la logique de l'entre-soi carcéral peu propice à la réinsertion sociale.</p> <p>En conclusion, ce projet, dans sa forme actuelle, soulève des interrogations majeures. Le sentiment d'abandon ressenti par les habitants des hameaux se renforce sans cesse. À défaut de pouvoir stopper ce chantier – ce qui reste, malgré tout, notre solution préférentielle – il semble impératif d'exiger, au minimum, des garanties sérieuses, des engagements précis, et un respect</p>	<p>Au niveau de la conception des bâtiments, plusieurs aménagements permettent de limiter les « parloirs sauvages » et les échanges entre les personnes détenues et l'extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise à distance du bâtiment, par l'intégration du glacis de 20m à l'intérieur de l'enceinte pénitentiaire, permettant d'éloigner autant que possible les bâtiments d'hébergement de l'espace public ;</li> <li>- Les premiers bâtiments d'hébergement et des cours de promenade se situent à minima à 32 mètres du mur d'enceinte.</li> <li>- La conception globale de l'établissement, permet la limitation des co-visibilités entre personnes détenues, mais également entre personnes détenues et espace public, avec l'orientation des bâtiments vers l'intérieur.</li> <li>- L'intervention des équipes locales de sécurité sur le domaine pénitentiaire, la mise en place de dispositifs antiprojection, le déploiement de la téléphonie en cellule.</li> <li>- la hauteur du grillage de clôture du domaine pénitentiaire a été augmentée dans le cas qui nous concerne en passant de 2 à 3 mètres de haut, pour garantir une stricte séparation avec les propriétés voisines.</li> </ul> <p>Par ailleurs, la loi de programmation et de réforme pour la Justice du 23 mars 2019 permet désormais aux équipes locales de sécurité pénitentiaire (ELSP), affectées à la surveillance du site, de procéder au contrôle des personnes susceptibles de commettre une infraction, sur l'ensemble du domaine de l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats.</p> <p>Les transferts de détenus via le PREJ (Pôle de rattachement des d'extractions judiciaires) sont sécurisés, notamment par la voie dédiée qui permet une extraction rapide des fourgons du domaine pénitentiaire.</p> <p><b>5/ Raccordement assainissement</b></p> <p>Les travaux de réseau public d'assainissement sont effectivement programmés par la collectivité. Cependant la partie Nord du Rohic ne peut être desservie par l'assainissement collectif de manière gravitaire. Les travaux nécessaires sont en conséquence distincts de ceux engagés pour traiter les effluents du futur établissement.</p> <p><b>6/ Quels mécanismes sont prévus pour prendre en compte les nuisances, la perte de valeur immobilière, l'atteinte à la qualité de vie</b></p> <p>L'APIJ a consigné les inquiétudes générées par les impacts éventuels que la construction d'un établissement de nature pénitentiaire pourrait avoir sur le marché immobilier local.</p> <p>On remarque deux types d'inquiétudes : si certains riverains craignent la dépréciation de leur bien immobilier en raison de la construction d'un établissement de cette nature dans leur quartier, d'autres appréhendent plutôt une pression à la hausse en raison de l'arrivée de nouveaux habitants sur un marché local déjà en tension dans un secteur aussi attractif que Vannes.</p>
---	---

	élémentaire des riverains.	<p>Une appréciation complète du sujet nécessite une vision étendue du marché avant, pendant et après l'implantation de l'établissement pénitentiaire.</p> <p>Il faut donc pour cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un recul dans le temps qui n'est pas disponible du fait de la récente mise à disposition des données des transactions immobilières sur Vannes ;</li> <li>- un nombre de transactions qui permette de recueillir des données statistiquement significatives à proximité de l'établissement ;</li> </ul> <p>Par ailleurs, les dynamiques locales à l'échelle d'un bassin de vie ont souvent un potentiel d'influence plus fort que l'impact de la présence d'un établissement.</p> <p>Enfin, il s'agit d'enjeux situés en dehors du périmètre direct d'intervention de l'APIJ, opérateur en charge de la construction, rénovation ou réhabilitation des bâtiments de la Justice pour le compte du ministère. Ils concernent plus directement les parties prenantes du projet : l'utilisateur final (l'administration pénitentiaire), la ville de Vannes et la préfecture du Morbihan. L'APIJ a cependant pris le soin de noter et de traiter ces observations dont les enjeux seront traités dans le cadre de réunions partenariales.</p> <p>S'agissant de la prise en compte des nuisances, les phases de concertation préalables ont permis d'intégrer au projet des aménagements répondant aux inquiétudes des riverains, avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La sanctuarisation de la zone ouest de la parcelle pour y intégrer un écran végétal,</li> <li>- l'adaptation du tracé de clôtures, en cohérence avec les riverains les plus proches</li> <li>- la réhausse des clôtures du domaine pénitentiaire de 2 à 3 m de hauteur,</li> <li>- le déclassement du chemin communal au sud du projet et l'intégration des six parcelles au sud permettant une mise à distance plus importante, pour répondre aux inquiétudes liées à la sûreté du site,</li> </ul> <p><b>7/ politiques carcérales</b></p> <p>La question de l'opportunité des politiques pénales ne relève pas du champ de compétence de l'APIJ qui est celui du portage immobilier des opérations du ministère de la Justice.</p> <p>Toutefois, on peut noter que la méthodologie initiale d'élaboration du programme de construction de 15 000 places de prison supplémentaires sur le territoire métropolitain et en outre-mer, dans lequel s'inscrit le projet de centre pénitentiaire de Vannes, a consisté en l'établissement d'une territorialisation des besoins, sur la base de projections départementales d'évolution de la population notamment. Ces projections ont été retravaillées, en appliquant un correctif visant à prendre en compte les effets de la loi du 23 mars 2019 de programmation et de réforme pour la Justice, qui a minoré le besoin. La création de ce nouvel établissement pénitentiaire répond donc à un besoin à l'échelle du ressort de la direction interrégionale des services pénitentiaires du Grand-Ouest – Rennes.</p>
--	----------------------------	--

		<p>Cette loi est le fruit d'un long processus de discussion, impliquant les professionnels de la Justice, dans le cadre des chantiers de la Justice, en 2017. Elle poursuit trois objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La simplification des procédures et de l'organisation de la Justice ;</li> <li>- L'amélioration du quotidien des professionnels de la Justice et du droit ;</li> <li>- Une meilleure protection des victimes, la lutte contre la délinquance du quotidien et la prévention de la récidive.</li> </ul> <p>S'agissant de ce dernier objectif, un certain nombre de mesures sont venues compléter le panel des peines, aux côtés de la peine de prison.</p> <p>En outre, le programme « 15 000 places » contribue à l'amélioration des conditions de détention, notamment en permettant la rénovation de certains établissements, la fermeture d'établissements qui ne sont plus adaptés à la prise en charge des personnes détenues.</p> <p>Ce sera notamment le cas du projet de nouvel établissement de Vannes, dans la mesure où, sa mise en service se traduira par une fermeture de la maison d'arrêt actuelle de Vannes qui souffre en premier lieu, de surpopulation et, de la vétusté de ses hébergements qui ne répondent plus aux normes actuelles de confort.</p> <p>Ce nouvel établissement permettra aussi d'améliorer les conditions de travail pour le personnel pénitentiaires et les conditions de détention des personnes détenues.</p>
11	Inévitablement il y aura des parloirs sauvages ou communication entre les détenus depuis les fenêtres des cellules q'est ce qui est prévu pour atténuer les bruits pour les voisins ?	<p><b>Atténuation du bruit :</b></p> <p>La présence d'un établissement pénitentiaire n'entraîne pas nécessairement une augmentation de la nuisance sonore. Cependant, L'APIJ intègre cela dans la conception de ses établissements, à double titre :</p> <p><b>Pour le voisinage</b></p> <p>Plusieurs mécanismes architecturaux appliqués sur le projet de l'établissement pénitentiaire de Vannes permettent la limitation des bruits générés par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise à distance du bâtiment, par l'intégration du glacis de 20m à l'intérieur de l'enceinte pénitentiaire, permettant d'éloigner autant que possible les bâtiments d'hébergement de l'espace public ;</li> <li>- Les premiers bâtiments d'hébergement et des cours de promenade se situent à minima à 32 mètres du mur d'enceinte.</li> <li>- La conception globale de l'établissement, permet la limitation des co-visibilités entre personnes détenues, mais également entre personnes détenues et espace public, avec l'orientation des bâtiments vers l'intérieur.</li> <li>- L'intervention des équipes locales de sécurité sur le domaine pénitentiaire, la mise en place de dispositifs antiprojection, le déploiement de la téléphonie en cellule.</li> </ul>



		<p>- la hauteur du grillage de clôture du domaine pénitentiaire a été augmentée dans le cas qui nous concerne en passant de 2 à 3 mètres de haut, pour garantir une stricte séparation avec les propriétés voisines.</p> <p>Par ailleurs, la loi de programmation et de réforme pour la Justice du 23 mars 2019 permet désormais aux équipes locales de sécurité pénitentiaire (ELSP), affectées à la surveillance du site, de procéder au contrôle des personnes susceptibles de commettre une infraction, sur l'ensemble du domaine de l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats.</p> <p><b>Au sein de l'établissement</b>          Le bruit que pourraient subir les personnels, les intervenants et les personnes détenues sont également pris en compte.          Le programme technique appliqué à l'établissement pénitentiaire intègre la mise en place de mesures constructives permettant de répondre aux exigences de la réglementation acoustique au regard des nuisances sonores induites par l'environnement du projet.</p>
12	<p>Veuillez trouver en document ci-joint nos observations concernant le dossier du futur Centre pénitentiaire du Chapeau-Rouge. Avec nos salutations distinguées.</p>	<p><b>En limite de la rue du Rohic</b>  <i>= conserver de part et d'autre de l'entrée au site [...] le muret en pierres sèches existant en le réhabilitant [...].</i>  <u>Réponse</u> : nous vous confirmons la prise en compte de votre demande, le muret sera conservé autant que possible.</p> <p><i>= après vérification sur place, voir la possibilité de conserver tous les arbres existants [...].</i>  <u>Réponse</u> : Ces sujets ont fait l'objet d'un atelier spécifique le 4 juin 2025. Les clôtures du domaine doivent être mise en œuvre sur la limite parcellaire. L'APIJ prend en compte votre demande et l'ajustera dans la mesure du possible.</p> <p><b>Zone d'entrée sur site</b>  <i>= remonter légèrement le rond-point d'entrée pour le positionner à égale distance des propriétés [...].</i>  <u>Réponse</u> : l'entrée de domaine pénitentiaire a été pensé au regard des contraintes de tracés des voiries d'accès, des angles de giration des véhicules, des contraintes topographiques, hydrogéologique du site, des raccordements aux réseaux, tout en assurant la fonctionnalité des différents flux inerrants à un projet pénitentiaire (flux public- personnel- logistique) et des contraintes de site.</p> <p><b>= Voie nouvelle extérieure au site pour desserte du centre pénitentiaire</b>  <i>son exécution relevant de la responsabilité de la ville de Vannes, il est regrettable que cette dernière, par rapport au planning précis du chantier annoncé depuis des mois, n'ait pas anticipé sa réalisation et sa mise en service, [...].</i></p>



		<p><u>Réponse</u> : les travaux de voie nouvelle ne peuvent pas démarrer avant l'obtention des autorisations administratives nécessaires à sa construction, objet de la présente PPVE. Ainsi, l'échéance la plus judicieuse pour la réalisation des travaux de voirie prenant en compte les contraintes calendaires administratives et les contraintes des deux chantiers est en cours de définition entre les deux maîtres d'ouvrage. Les enjeux de circulation seront bien sûr intégrés à la réflexion de consolidation de ce calendrier.</p> <p><b>En complément :</b>        = renforcer les trames vertes en intensifiant la plantation d'arbres ou de haies vives auprès des deux propriétés citées [...].</p> <p><u>Réponse</u> : le choix des essences est finement étudié par des experts écologues et paysagistes pour répondre aux enjeux environnementaux, tout en respectant les impératifs de sécurité lié au domaine pénitentiaire.</p> <p>= retenir la proposition faite le 4 juin 2025 (par M. Martin) de privilégier des arbres et arbustes à feuillages persistants (chêne vert par exemple) sur les zones de stationnement personnel [...].</p> <p><u>Réponse</u> : le choix des essences est finement étudié par des experts écologues et paysagistes pour répondre aux enjeux environnementaux, tout en respectant les impératifs de sécurité lié au domaine pénitentiaire.</p>
--	--	---